

**TRUSTEESHIP
COUNCIL**

**CONSEIL
DE TUTELLE**

T/23/Add.1

27 avril 1947

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

PETITIONS : TANGANYIKA

DELEGATION DU ROYAUME-UNI : REMARQUES SUR DES PETITIONS EMANANT DE SUJETS ALLEMANDS ET CONCERNANT LE TANGANYIKA (T/FET.2/1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23).

1. Au cours de la vingtième séance de la première session du Conseil de sécurité tenue le 21 avril 1947, le représentant du Royaume-Uni a cherché à obtenir certaines informations complémentaires au sujet de certaines catégories d'allemands qu'on se propose de rapatrier en Allemagne. Il y aura lieu de se reporter à cet égard aux pages 56 et 57 et à la page 126 (onze dernières lignes du procès-verbal de la séance) (T/P.V.20).

2. Ainsi que cela a été exposé à T/23 et à la vingtième séance, les Allemands qui doivent être rapatriés appartiennent à deux catégories principales :

A. Ceux qui doivent être rapatriés en raison de leurs agissements ou de leurs sympathies envers l'ennemi; et

B. Ceux qui doivent être rapatriés en raison du fait qu'ils ne sont pas considérés comme personnellement désirables au Tanganyika.

La catégorie A peut se subdiviser comme suit :

A..

(i) Personnes complices d'espionnage, de sabotage et d'agissements similaires en faveur de l'ennemi;

ii) personnes coupables d'agissements anti-alliés et pro-nazis tels que propagande ou organisation d'associations locales allemandes de caractère nationaliste;

iii) personnes dont l'activité a servi à maintenir les intérêts commerciaux ou nationaux de l'Allemagne ou l'influence de

de ce pays; que leur action contre les intérêts alliés ait été directe ou non.

4. Le total de la catégorie A. s'élève à environ 878, dont 24 seulement appartiennent aux subdivisions i) ou ii). Les 24 personnes de la catégorie A. iii) sont des individus comme Hummel (T/PET.2/12) qui, bien que se prétendant anti-nazis, ont en fait favorisé les intérêts nationaux ou commerciaux de l'Allemagne dans le Territoire. Ces 24 personnes avaient toutes hypothéqué leurs biens au Tanganyika à une société qui, comme la USAGARA à laquelle il est fait allusion à T/23, est essentiellement une organisation nazie. L'autre société s'appelait "Société générale d'investissements et de mise en valeur". Les personnes de la catégorie A.iii) auraient par conséquent pu, tout aussi bien, être classées sous A.ii) en tant que sympathisants nazis.

5. Aucun Allemand ne serait rapatrié pour la seule raison de sa nationalité. Ce principe a servi de base à la politique du Royaume-Uni, non seulement en ce qui concerne le Tanganyika, mais d'une façon générale. A cet égard, il est permis de déclarer que D.J.H. Garten (T.PET.2/11) a comme A.Burger (T/PET.2/1) reçu l'autorisation de rester au Tanganyika, et en a été informé. Toutes les personnes rapatriées et n'appartenant pas à une subdivision ou à la catégorie A sont les personnes de la catégorie B. considérées comme indésirables pour des raisons personnelles, indépendantes de leur nationalité allemande.

6. Catégorie B. Pour décider si un particulier est indésirable pour des raisons personnelles, le même critère a été appliqué pour décider de la déportation en vertu de "l'ordonnance N° 15 de 1930 sur l'expulsion des indésirables" bien que, ainsi que cela a déjà été expliqué, la mesure soit alors prise en vertu de la "Prérogative Royale" et non en vertu de l'Ordonnance. Ces critères exposés à la Section 2. 1) de l'Ordonnance sont les suivants:

"a) si la personne a été reconnue coupable d'un délit passible de prison, sans substitution d'amende et que le Tribunal recommande de prendre contre elle un décret d'expulsion s'ajoutant à la peine

ou s'y substituant.

- b) si le Gouverneur du Territoire et son Conseil estiment que ce décret est de l'intérêt public.

7. Les dispositions de b) de la Section 2. i) de l'Ordonnance sont larges, mais en pratique les Allemands destinés à être rapatriés en vertu de la Prérogative Royale, à la suite d'une mesure assimilable à la déportation rentrer tous dans une des trois sous-catégories suivantes.

- B.
- i) Personnes ayant des antécédents criminels : (cf. clause a) de l'Ordonnance; Cette catégorie comprend deux hommes.
 - ii) Personnes ayant des sentiments anti-africains Cette catégorie comprend trois personnes, dont 1 homme.
 - iii) Personnes risquant de tomber dans le dénuement et d'être à la charge des fonds publics. 70 personnes comprenant 20 hommes, 45 femmes et 5 enfants rentrent dans cette catégorie. Il convient de noter la grosse majorité de femmes, lesquelles risquent de ne pouvoir gagner leur vie sur le Territoire. La Commission de contrôle alliée a été priée de veiller particulièrement sur les personnes de la catégorie B. iii), lors de leur arrivée en Allemagne.

8. En résumé, ces Allemands, au nombre d'environ 1250, peuvent se répartir comme suit :

A. Rapatriables en raison de leurs sympathies ou agissements nazis de toute nature.

i) espionnage, sabotage ou agissements similaires)	854 environ
ii) propagande, etc..)	
iii) activité commerciale, etc...)	
	<hr/> 24
	878

B. Rapatribles pour des raisons individuelles les ayant rendus
passibles de déportation :

i) antécédents criminels	2
ii) sentiments anti-africains	3
iii) risquant de tomber dans le dénuement	<u>70</u>
	75

C. Non rapatriés en Allemagne

i) Hollandais de l'Afrique du Sud	43
ii) Divers - environ...	<u>254</u>
	297.

TOTAL ... 1250